

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier - Blocus de Gaza

N° 316 du 02.02 au 07.02

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Gaza est une prison, il n'y a pas d'autre mot.

1 Dossier

1-1 Point de vue de Tsfi Bril : Une révolte de Gaza contre le Hamas, une illusion israélienne.

1-2 Point de vue de Uri Avnery : Pire qu'un crime.

1-3 Point de vue de Al Jazeera : L'attaque de Dimona marque-t-il un tournant ?

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

2-1 Médecins pour les Droits de l'Homme – Israël : Janvier 2008 à Gaza : pas de justice, pas d'espoir pour les patients.

3 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Gaza est une prison, il n'y a pas d'autre mot.

"Appel pour la fin de l'isolement de la bande de Gaza"

L'isolement politique, économique et social imposé à la bande de Gaza occupée constitue une violation du droit international et a de graves conséquences pour la paix future, le développement et la sécurité dans cette région.

Nous, organisations internationales, palestiniennes et israéliennes, de développement et de défense des droits de l'Homme, lançons un appel urgent à mettre fin au blocus israélien de la bande de Gaza, à l'isolement international et pour la réconciliation et le dialogue inter-palestinien. Nous appelons aussi à la fin de 40 ans d'occupation israélienne, dans l'intérêt de la paix et de la justice pour tous.

« *Nous vivons dans la crainte de la destruction de notre société. Le siège de la bande de Gaza est un crime horrible. Je veux dire au monde entier : ne dites pas que vous ne saviez pas !* ». **Culture and Free Thought Association, Gaza**

« *Le blocus rend toute exportation impossible ; voilà pourquoi les paysans abandonnent leur récolte. Les incursions israéliennes entraînent des destructions considérables sur les terres et les entreprises. Presque tout le secteur industriel à Gaza est en faillite. Il s'agit d'une punition collective qui doit cesser* ». **Palestinian Agricultural Relief Committees (PARC), Gaza/West Bank**

« *Gaza ne peut survivre sans la Cisjordanie. Gaza a besoin de frontières ouvertes et d'un accès libre. On ne peut pas rester dans une situation où 1,5 millions de personnes sont coupées du monde sans eau et sans échanges avec l'extérieur.* » **Palestinian Medical Relief Society, Gaza/West Bank**

« *Gaza est une prison, il n'y a pas d'autre mot. 1,5 millions de personnes sont prises au piège, cela fait naître de la violence : je ne parle pas que des violences entre factions mais également de l'augmentation des violences domestiques* ». **Women's Affairs Centre, Gaza**

« *Comment Gaza pourrait-elle être un endroit normal, comment mener une vie normale ici ? Avant tout, il nous faut être libre d'aller et venir entre Gaza et la Cisjordanie et pouvoir accéder au monde extérieur* ». **Palestinian Centre for Human Rights, Gaza**

Les 40 ans d'occupation israélienne de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem, ainsi que sa politique de fermeture et d'isolement, ont fragmenté l'ensemble des Territoires palestiniens occupés. Israël a commencé à imposer cette politique de fermeture sur la bande de Gaza au début des années 90. Depuis cette date, celle-ci a eu un impact de plus en plus grave sur l'économie, sur l'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi.

Aujourd'hui, 1,5 millions de Palestiniens, véritables prisonniers dans la bande de Gaza, ne jouissant que d'une aide humanitaire délivrée au compte-goutte, sont totalement isolés de la Cisjordanie et du monde extérieur, manquant de l'essentiel de l'essentiel pour survivre au quotidien, sans même parler de développement. Plus de 80 % de la population à Gaza vit au-dessous du seuil de pauvreté.

En « scellant » la bande de Gaza, en la déclarant entité hostile, en coupant l'approvisionnement en carburant et en menaçant de couper l'électricité, Israël se désengage de ses responsabilités en tant que puissance occupante. Non seulement Israël tourne en dérision le droit international humanitaire, mais sa politique illégale de punition collective ne sert qu'à aggraver le désespoir et la frustration à Gaza. Elle n'assure la sécurité ni à Israël ni aux Palestiniens. Fondamentalement, la sécurité de l'un est indissociable de celle de l'autre.

La communauté internationale a exacerbé cette situation d'isolement de Gaza en adoptant une approche « Cisjordanie d'abord » en terme d'aide et de diplomatie, qui abandonne 1,5 millions de personnes dans la pauvreté. L'effondrement au mois de juin 2007 du gouvernement palestinien d'union nationale et la rupture entre le Hamas à Gaza et le Fatah en Cisjordanie ont encore renforcé l'isolement de la bande de Gaza, au détriment d'une population déjà appauvrie.

La poursuite de cette politique d'isolement est illégale et ne pourra mener qu'à davantage de souffrance et à éloigner encore plus de la paix l'ensemble de la région.

Le droit à un travail et à un niveau de vie suffisant. L'économie de la bande de Gaza a été décimée : 85% des usines ont fermé, plus de 70 000 ouvriers ont perdu leur emploi, les importations et les exportations restent bloquées et la production est au point mort.

Le droit à la santé : La dégradation des conditions de vie et le manque d'équipement médical réduisent la capacité des hôpitaux à traiter les malades alors même que les patients qui doivent bénéficier de soins médicaux inexistants à Gaza se voient très souvent refuser des permis pour sortir de la bande de Gaza.

Le droit à l'éducation : Les étudiants ne peuvent aller étudier dans les universités de Cisjordanie ou à l'étranger, tandis qu'il devient impossible d'imprimer les manuels scolaires faute de matériau disponible. Cela a des implications considérables sur le développement de cette nouvelle génération.

Le droit à la vie : L'isolement de Gaza n'a pas entraîné un arrêt des tirs de roquettes palestiniennes sur Israël, et l'ensemble de la population de Gaza est soumise aux attaques continues de l'armée israélienne. Selon le droit international, tout civil, israélien ou palestinien, doit être protégé.

samedi 9 février 2008.

SOURCE et signature : http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=4423

1 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Point de vue de Tsfi Bril : Une révolte de Gaza contre le Hamas, une illusion israélienne.

Au moment où le blocus s'endurcit contre Gaza, il n'est pas facile de voir Abbas (le président de l'autorité palestinienne) continuer les négociations (avec les Israéliens). Et de son côté, Tel-Aviv doit prendre en considération l'opinion publique arabe, sous l'égide de l'Arabie Saoudite.

Remarquons que l'accord effectué entre le président américain George Bush avec le roi Abdallah pour stabiliser l'exportation du pétrole au monde reste est la plus importante réalisation de la dernière tournée de Bush dans la région. Mais n'oublions pas que Bush avait rendu visite à l'Arabie Saoudite avant que Tel-Aviv ne ferme hermétiquement les points de passage avec la bande de Gaza.

Les habitants de Gaza imaginaient que les Saoudiens allaient brandir la menace d'une sanction pétrolière obligeant Washington à forcer la main de Tel-Aviv afin qu'il allège le siège. Mais au lieu de rêver, les communications se sont succédées à bon train entre les dirigeants arabes et les Etats-Unis, entre Khaled Michael (président du bureau politique du mouvement de la résistance islamique Hamas) et le ministre russe des affaires étrangères, en vue d'ordonner à l'Entité afin qu'elle ouvre les passages, qu'elle fournisse du carburant (à la bande de Gaza), qu'elle y permette une vie admissible, en dépit de quelques allègements faits par Ehud Barak.

Des heures interminables ont été consacrées par les médias arabes, ces derniers temps, pour parler de Gaza. Des appels ont été lancés par des intellectuels arabes aux dirigeants arabes (pour qu'ils interviennent). Des manifestations de solidarité sont sorties, par monts et par vaux, dans le monde arabe. Des sollicitations destinées à chasser les ambassadeurs israéliens, en Jordanie comme en Egypte, ont été lancées. Cependant, toutes pressions des masses n'ont donné rien de concret, sinon une demande égyptienne adressée à l'Entité et aux Etats-Unis pour ouvrir les passages.

Toutefois, si ces pressions s'intensifient, elle pourrait décider de fournir à la bande de Gaza plus d'électricité et d'ouvrir les points de passage. C'est un pas qui a besoin d'un soutien arabe, surtout saoudien. Ainsi, les dirigeants arabes pourraient refaire la même chose qu'en 2006. A l'époque, après le massacre de 19 Palestiniens, ils ont décidé d'entraver les sanctions économiques imposées au gouvernement du Hamas. Ainsi, autant le prince saoudien Turki Al-Faïssal promet à l'Entité sioniste une « normalisation économique, scientifique et politique », si elle accepte l'initiative arabe, autant son frère, le ministre des affaires étrangères, devrait faire quelques chose compromettant cette tendance de normalisation à cause de la politique de l'Entité contre Gaza.

Apparemment, lorsque Tel-Aviv avait décidé d'endurcir les sanctions contre la Bande, elle n'a pas pris en considération le poids de la pression de masse et ses effets sur les dirigeants arabes. Désormais, l'Entité ne peut plus ne pas compter l'opinion publique arabe, dans sa politique envers Gaza. Il est clair que l'hypothèse consistant à dire que les régimes arabes modérés s'attachent à la politique de séparation entre la Bande et la Cisjordanie est en train de mourir. Il est clair aussi que l'espoir sioniste de voir la Bande se révolter contre le Hamas, à cause des sanctions, s'avère un faux espoir, et ce n'est pas la première fois.

En somme, l'idée voulant rendre illégitime la position du Hamas à Gaza, au moment où un million et demi d'âmes plongent dans le noir, ne pourrait plus résister longtemps. Il est également difficile de voir Mahmoud Abbas, président de l'autorité palestinienne (Abou Mazen), continuer les négociations (avec les Israéliens), au moment où il appelle, lui-même, à lever le blocus. Par ailleurs, en Cisjordanie, les pressions populaires aussi fortes, engendrées par les sanctions contre Gaza, pourraient anéantir la légitimité de la direction d'Abbas. Cependant, le Hamas et ses dirigeants sont devenus les héros du jour.

Tsfi Bril , , écrivain au quotidien hébreu Haaretz

3 février 2008

Source : CPI

Article traduit par le CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

1-2 Point de vue de Uri Avnery : Pire qu'un crime.

On aurait dit la chute du mur de Berlin. Et cela n'était pas seulement une ressemblance. Pendant un moment, le passage de Rafah a été la Porte de Brandebourg.

ON NE PEUT PAS S'EMPECHER de se sentir transporté quand on voit des masses de gens opprimés et affamés faire tomber le mur qui les enferme, les yeux brillants et embrassant tous ceux qu'ils rencontrent, même si c'est votre propre gouvernement qui a dressé ce mur.

La bande de Gaza est la plus grande prison sur terre.

Briser le mur de Rafah a été un acte de libération. Cela prouve qu'une politique inhumaine est toujours une politique stupide : aucun pouvoir ne peut se maintenir face à une masse humaine qui a franchi la frontière du désespoir. C'est la leçon de Gaza, janvier 2008.

ON POURRAIT REPETER la phrase célèbre de l'homme d'état français Boulay de la Meurthe, juste un peu arrangée : C'est pire qu'un crime, c'est une connerie !

Il y a des mois, les deux Ehoud – Barak et Olmert – ont imposé un blocus à la bande de Gaza, et ils en ont tiré gloire. Ensuite, ils ont serré le nœud coulant, si bien qu'on ne pouvait pratiquement plus rien faire entrer dans la bande. La semaine dernière, ils ont rendu le blocus absolu – plus de nourriture, plus de médicaments. La situation avait atteint un point culminant lorsqu'ils ont aussi coupé l'arrivée du carburant. De grandes parties de Gaza se sont retrouvées sans électricité – des incubateurs pour les prématurés, des machines à dialyse, des pompes pour l'approvisionnement en eau et pour l'évacuation des eaux usées. Des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées sans chauffage par un froid sévère, sans possibilité de cuisiner, et sans nourriture. Al Jazeera a montré et remontré ces images dans des millions de foyers du monde arabe. Les télévisions du monde entier les ont montrées aussi. De Casablanca à Amman une vague de colère massive a explosé et fait trembler les régimes arabes autoritaires. Hosni Moubarak, affolé, a appelé Ehoud Barak. Ce soir-là, Barak a été obligé d'annuler, au moins pour un temps, le blocus de fioul qu'il avait imposé le matin même. A part pour le carburant, le blocus est resté total.

LA RAISON DONNEE pour affamer et faire se geler de froid un million et demi d'êtres humains, entassés sur un territoire de 365 km², est le bombardement continu de la ville de Sderot et des villages avoisinants. C'est un argument bien choisi. Il soude les parties les plus primaires et les plus pauvres du public israélien. Il coupe court aux critiques de l'ONU et des gouvernements tout autour du monde, qui, autrement, auraient pu protester contre cette punition collective, qui est sans aucun doute un crime de guerre en droit international.

Le tableau présenté au monde est clair : le régime terroriste du Hamas de Gaza lance des missiles sur des civils israéliens innocents. Aucun gouvernement au monde ne peut tolérer que l'on bombarde sa population par dessus la frontière. Les militaires israéliens n'ont pas trouvé de réponse militaire aux missiles Qassam. Alors, il n'y a pas d'autre choix que d'exercer une pression forte sur la population de Gaza pour qu'elle se dresse contre le Hamas et l'oblige à arrêter les tirs de missiles.

Le jour où l'électricité a été coupée à Gaza, nos militaires étaient transportés de joie : deux missiles seulement furent lancés. Donc ça marche ! Ehoud Barak est un génie !

Mais le lendemain, 17 Qassam sont arrivés, et la joie s'est évaporée. Les politiques et les généraux ont (littéralement) perdu la tête : l'un d'eux a proposé de "se conduire d'une façon plus enragée qu'eux", un autre de "bombarder les zones urbaines de Gaza sans discrimination pour chaque Qassam tiré", un professeur célèbre (qui est un peu dérangé) a proposé de provoquer une "catastrophe définitive".

Le scénario du gouvernement était une réplique de la 2ème guerre du Liban (au sujet de laquelle un rapport est attendu dans les prochains jours). A ce moment-là, le Hezbollah a capturé deux soldats du côté israélien de la frontière, aujourd'hui le Hamas bombarde des villes et des villages du côté israélien de la frontière. A ce moment-là, le gouvernement a décidé en toute hâte de déclencher une guerre, aujourd'hui le gouvernement a décidé en toute hâte de déclencher un blocus. A ce moment-là, le gouvernement a ordonné de bombarder la population civile pour qu'elle fasse pression sur le Hezbollah, aujourd'hui le gouvernement a décidé de causer des souffrances massives à la population civile pour qu'elle fasse pression sur le Hamas. Les résultats ont été les mêmes dans les deux cas : la population libanaise ne s'est pas dressée contre le Hezbollah, mais au contraire, toutes les communautés religieuses se sont unies derrière l'organisation chiite. Hassan Nasrallah est devenu le héros du monde arabe.

Et aujourd'hui : la population s'unit derrière le Hamas et accuse Mahmoud Abbas de coopérer avec l'ennemi.

Une mère qui n'a plus de nourriture pour ses enfants ne maudit pas Ismaël Haniyeh, elle maudit Olmert, Abbas et Moubarak.

ALORS, QUE FAIRE ? Après tout, on ne peut pas tolérer les souffrances des habitants de Sderot qui sont en permanence sous les tirs.

Ce que l'on cache au pauvre peuple, c'est que l'on pourrait arrêter les tirs de Qassam demain matin.

Il y a plusieurs mois, le Hamas a proposé un cessez-le-feu. Il a renouvelé l'offre cette semaine.

Pour le Hamas, un cessez-le-feu signifie : les Palestiniens stoppent les tirs de Qassam et d'obus de mortier, les Israéliens stoppent les incursions dans la bande de Gaza, les assassinats "ciblés" et le blocus.

Pourquoi notre gouvernement ne saute-t-il pas sur cette proposition ?

C'est très simple : pour faire ces tractations, il faut parler avec le Hamas, directement ou indirectement. Et c'est justement ce que le gouvernement refuse.

Pourquoi ? C'est très encore simple : Sderot n'est qu'un prétexte – tout comme les deux soldats enlevés furent aussi un prétexte. L'objectif véritable de toute l'affaire est de renverser le Hamas à Gaza et de l'empêcher de prendre le pouvoir en Cisjordanie.

En termes simples et brutaux : le gouvernement sacrifie la population de Sderot sur l'autel d'un principe sans espoir. Pour lui, il est plus important de boycotter le Hamas – parce qu'actuellement c'est le fer de lance de la

résistance palestinienne – que de mettre fin aux souffrances de Sdérot. Et tous les médias coopèrent à cette duperie.

ON A DEJA DIT qu'il était dangereux d'écrire une satire dans notre pays – les satires deviennent trop souvent réalité. Certains lecteurs se rappellent peut-être un article satirique que j'avais écrit il y a quelques mois. J'y décrivais la situation à Gaza comme une expérience scientifique destinée à voir jusqu'à quel point on peut affamer une population et transformer sa vie en un enfer avant qu'elle ne lève les bras et ne se rende.

Des commentateurs respectés ont explicitement déclaré qu'Ehoud Barak et les chefs de l'armée travaillent selon le principe des "approximations successives" et qu'ils changent de méthode quotidiennement en fonction des résultats obtenus. Ils coupent

le carburant à toute.

Gaza, observent comment ça marche, et font marche arrière lorsque les réactions internationales deviennent trop négatives. Ils coupent la livraison des médicaments, observent comment ça marche, etc. L'objectif scientifique justifie les moyens.

L'homme chargé de cette expérience est le ministre de la défense, Ehoud Bark, un homme qui a beaucoup d'idées et peu de scrupules, un homme dont la tournure d'esprit est fondamentalement inhumaine. Il est peut-être en ce moment la personne la plus dangereuse d'Israël, plus dangereuse qu'Ehoud Olmert ou Benjamin Netanyahu, dangereuse à long terme pour l'existence même d'Israël.

L'homme chargé de la mise en oeuvre de l'expérience est le chef d'état major. Cette semaine, nous avons eu l'occasion d'entendre, lors d'un forum aux prétentions intellectuelles boursouflées, les discours de deux de ses prédécesseurs, les généraux Moshe Ya'alon et Shaul Mofaz. Nous avons découvert qu'ils ont tous deux des vues qui les placent quelque part entre l'extrême droite et l'ultra droite. Tous deux ont un esprit primaire à faire peur. Il est inutile de gâcher son temps à décrire les qualités morales et intellectuelles de leur successeur immédiat, Dan Halutz [1]. Si cela représente l'opinion des trois derniers chefs d'état-major, qu'espérer de celle de l'actuel, qui ne peut pas s'exprimer aussi librement qu'eux ? Jusqu'à il y a trois jours, les généraux pouvaient raconter à l'opinion que l'expérience était un succès. La misère avait atteint son apogée à Gaza. Des centaines de milliers de personnes étaient menacées d'une vraie famine. Le chef de l'UNRWA annonçait une catastrophe humanitaire imminente. Seuls les riches pouvaient encore conduire une voiture, chauffer leur maison et manger à leur faim. Le monde attendait et bavardait ensemble. Les leaders du monde arabe prononçaient des phrases de sympathie vides sans lever le petit doigt.

Barak, qui a quelques connaissances mathématiques, pouvait calculer quand la population allait finalement s'effondrer.

ET TOUT A COUP, quelque chose est arrivé que personne n'avait prévu, bien que ce fut l'événement le plus prévisible du monde.

Lorsque l'on met un million et demi de personnes dans une cocotte minute et que l'on fait monter la température, elle finit par exploser. C'est ce qui est arrivé à la frontière entre Gaza et l'Egypte.

D'abord, il y a eu une petite explosion. Une foule se précipita sur la grille, les policiers égyptiens ouvrirent le feu, des dizaines de personnes furent blessées. C'était un avertissement.

Le lendemain, ce fut la grande attaque. Des combattants palestiniens firent sauter le mur en de nombreux endroits. Des centaines de milliers de personnes se ruèrent en territoire égyptien et prirent une profonde respiration. Le blocus était brisé.

Déjà avant cela, Moubarak était dans une situation impossible. Des centaines de millions d'Arabes, un milliard de musulmans, ont vu comment l'armée israélienne avaient fermé la bande de Gaza de trois côtés : au nord, à l'est et par la mer. Le blocus du quatrième côté était réalisé par l'armée égyptienne.

Le président égyptien qui se présente comme le leader du monde arabe, apparaissait comme le collaborateur d'une opération inhumaine conduite par un ennemi cruel, et tout cela pour gagner les faveurs (et l'argent) des Américains. Ses ennemis intérieurs, les Frères Musulmans, ont profité de la situation pour le déprécier aux yeux de son propre peuple.

Il est improbable que Moubarak ait pu persister dans cette position. Mais les masses palestiniennes lui ont épargné d'avoir à prendre une décision. Elles ont décidé pour lui. Elles ont déferlé comme un tsunami.

Maintenant il lui faut décider si il doit obéir à l'exigence israélienne de réimposer le blocus sur ses frères arabes.

Et quid de l'expérience de Barak ? Quelle est l'étape suivante ? Il n'y a que peu d'options :

(a) Réoccuper Gaza. L'armée n'aime pas cette idée. Elle comprend bien que cela revient à exposer des milliers de soldats à une guérilla cruelle, qui ne ressemblerait à aucune des intifada précédentes.

(b) Renforcer à nouveau le blocus et imposer une pression extrême sur Moubarak, incluant l'utilisation de l'influence israélienne sur le Congrès américain pour le priver des millions de dollars qu'il reçoit chaque année pour prix de ses services.

(c) Contourner le problème et le transformer en une bénédiction, en transférant la bande de Gaza à Moubarak, et en prétendant que cela avait été depuis le début le plan secret de Barak. Ce serait ainsi à l'Egypte d'assurer la sécurité d'Israël, d'empêcher les tirs de Qassam et d'exposer ses propres soldats à la guérilla palestinienne, alors qu'elle pensait s'être débarrassée du fardeau de cette région pauvre et aride, et après que l'infrastructure eut été détruite par l'occupation israélienne. Moubarak dira probablement : C'est très gentil de votre part, mais non, merci.

Ce blocus brutal était un crime de guerre. Et pire, c'était une connerie

[1] Dan Alutz est ce général, commandant en chef des forces aériennes, qui après avoir largué une bombe de 1 tonne sur la maison d'un responsable du Hamas à Gaza et tué 14 personnes a répondu à une interview : "Je dors bien la nuit", et "Ce que je ressens quand je lâche une bombe ? Simplement une légère secousse dans l'aile (de l'avion) quand on fait partir la bombe".

Uri Avnery

26 janvier 2008

Article publié en hébreu et en anglais sur le site de Gush Shalom le 26 janvier 2008

<http://zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avnery/1201278309/>

Traduit pour l'AFPS de l'anglais "Worse than a crime : RPI'infrastructure eut été détruite par l'occupation israélienne. Mubarak dira probablement : C'est très gentil de votre part, mais non, merci.

Ce blocus brutal était un crime de guerre. Et pire, c'était une connerie

[1] Dan Alutz est ce général, commandant en chef des forces aériennes, qui après avoir largué une bombe de 1 tonne sur la maison d'un responsable du Hamas à Gaza et tué 14 personnes a répondu à une interview : "Je dors bien la nuit", et "Ce que je ressens quand je lâche une bombe ? Simplement une légère secousse dans l'aile (de l'avion) quand on fait partir la bombe".

Article publié en hébreu et en anglais sur le site de Gush Shalom le 26 janvier 2008

<http://zope.gush-shalom.org/home/en/channels/avnery/1201278309/>

Traduit pour l'AFPS de l'anglais "Worse than a crime : RP

Source : AFPS

<http://www.france-palestine.org/...>

Centre Palestinien d'Information

Source : AFPS

<http://www.france-palestine.org/...>

1-3 Point de vue de Al Jazeera: L'attaque de Dimona marque-t-il un tournant ?

L'attaque de Dimona pourrait signifier que les groupes palestiniens ignorent les directives de leurs chefs et décident eux-mêmes de leurs actions -.

Le fait que deux combattants aient réussi à atteindre Dimona situé au sud d'Israël après être passés par l'Égypte la semaine dernière puis être rentrés [en Israël] pour mener l'opération est un coup dur pour les prétentions de Tel Aviv selon lesquelles le siège contre les partisans du Hamas amène des résultats.

Les attaques ont été effectuées par des combattants - du Fatah et du Front Populaire pour Libération de la Palestine (FPLP) - bien en dehors de l'influence du Hamas, mais qui se sont sentis solidaires avec le groupe assiégé et avec le peuple de Gaza.

La participation de combattants non-Hamas indique que les groupes en dehors de Gaza entrent dans le conflit entre Israël et le Hamas. Ceci mine réellement la position de Tel Aviv qui prétend ne viser que le Hamas, et Israël se verra maintenant en guerre contre tous les Palestiniens.

Étranglés par les bouclages, les incursions et les massacres commis par les militaires, ce n'était qu'une question de temps avant que les groupes palestiniens reprennent leurs attaques à l'intérieur d'Israël.

Malgré la division entre le Fatah et le Hamas, ces mouvements rivaux trouvent un terrain d'entente parce que tous deux visés par les militaires israéliens.

La diffusion autour du monde des scènes de Gaza assiégé, et de façon plus marquante, des images de ses habitants faisant une brèche dans le mur entre la bande de Gaza et l'Égypte, ont secoué et inspiré des Palestiniens au-delà de leurs clivages politiques et géographiques.

Mécontentement interne

Mais ce qui est le plus saisissant au sujet de l'attaque de Dimona, c'est que les brigades des martyres d'Al Aqsa, affiliées au Fatah, contestent avec force le président palestinien Mahmoud Abbas et sa politique de compromission avec les intérêts israéliens et américains.

Dans leur communiqué, les brigades ont salué Yasser Arafat, le défunt président palestinien, et l'actuel dirigeant Abbas mais la déférence vis à vis du président est une protestation implicite contre le premier ministre en place Salam Fayad.

L'attaque de Dimona elle-même est une indication du mécontentement croissant à l'intérieur du Fatah et la perception sans cesse renforcée que les entretiens israélo-palestiniens sont sans utilité, voir même une couverture pour les agressions israéliennes contre des Palestiniens.

Dans les communiqués publiés il y a trois semaines, les brigades ont demandé la démission de Fayad, le jugeant responsable du désarmement de leurs militants.

Le soi-disant plan de sécurité de Fayad impliquait de convaincre les brigades de rendre leurs armes et de rejoindre les forces de sécurité officielles afin « de priver Israël d'un prétexte pour attaquer les villes de Cisjordanie ».

Le plan s'est écroulé au début du mois de janvier lorsque les forces israéliennes ont lancé une opération militaire de trois jours dans Naplouse, massacrant et blessant des civils et des militants des brigades et kidnappant d'ex-combattants du Fatah.

Un porte-parole des brigades a alors critiqué Fayad depuis Gaza et l'a menacé de mort.

Leadership miné

Abbas a été critiqué par les combattants pour avoir tenu des réunions avec les Israéliens pendant le siège de Gaza. Ce n'est un secret pour personne que les responsables du Fatah avaient décidé d'arrêter les attaques-suicide et les attaques en général à l'intérieur d'Israël. Mais la capacité de la direction [du Fatah] à imposer de telles directives a été sabotée par les incursions israéliennes permanentes et le siège qui étouffe Gaza.

En fait les brigades d'Al Aqsa du Fatah ne répondent pas à une direction unique, ce qui est un signe des divisions internes, de la désorganisation ambiante et des désaccords avec la direction politique.

Selon des sources bien informées en provenance du Fatah, les brigades se sont senties impuissantes et découragées par l'hésitation de l'Autorité Palestinienne à agir ou au minimum à suspendre les entretiens avec Israël à cause de l'étranglement de la bande de Gaza.

Les brigades se sont senties en partie flouées par Fayad qui a fait confiance aux promesses israéliennes selon lesquelles leurs militaires cesseraient de les poursuivre.

Elles ont également estimé que les promesses de pas concrets vers la paix et d'allègement des souffrances infligées aux Palestiniens n'avaient pas été tenues.

Ceci a contribué à développer le ressentiment dans le Fatah. Les partisans du Fatah ont vu leurs chefs faire des risettes à côté de leurs acolytes israéliens lors de séances-photo alors que les pertes parmi les Palestiniens ne cessaient d'augmenter.

Tandis que les communiqués israéliens et même palestiniens officiels condamnaient l'attaque de Dimona et exprimaient des inquiétudes concernant « les négociations de paix » - soit-disant remises en selle par la conférence d'Annapolis en novembre dernier - une majorité de Palestiniens estime n'avoir constaté aucune manifestation quelconque de paix ou de sécurité.

En attendant le Hamas a démontré - même parmi ses critiques et adversaires - qu'il était aux côtés du peuple de Gaza, et il a accompagné, si ce n'est dirigé, le renversement de la frontière de Rafah la semaine dernière. Cette action a profondément touché la fierté des Palestiniens.

La mascarade d'Annapolis

Beaucoup dans les territoires occupés regardent maintenant la réunion d'Annapolis comme une mascarade internationale, déclenchant une nouvelle phase encore plus féroce - et avec une impunité accrue - dans l'agression israélienne soutenue par les Etats-Unis.

Les « incursions » israéliennes et les bombardements dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ont tué plus de 141 Palestiniens depuis la réunion d'Annapolis.

Israël a également mené une moyenne de 20 à 30 incursions hebdomadaires en Cisjordanie, kidnappant ou tuant des militants des groupes palestiniens, y compris du Fatah.

Etant donné ce qui précède, il n'y a rien de surprenant à ce qu'un membre du Fatah ait réalisé l'attaque-suicide de Dimona.

En plus d'exprimer la colère palestinienne, le Fatah a maintenant en partie réaffirmé son caractère de mouvement de résistance.

L'attaque elle-même pourrait encore n'être qu'un accident isolé, mais elle n'est pas isolée dans son expression d'une rébellion palestinienne qui se développe - rappelant les actions qui ont mené aux soulèvements de l'année 1987 et de l'année 2000.

La différence aujourd'hui est que les Palestiniens non seulement doivent s'attaquer au mur de séparation mais aussi aux murs internes qui les séparent.

Ceci a pu transformer l'éveil d'un soulèvement populaire en un accès de colère sans perspective et sans direction politique.

[Al Jazeera.net](http://www.aljazeera.net) –

mardi 5 février 2008 - Al Jazeera.net

Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.aljazeera.net/NR/exe...>

[Traduction : Alverny - Info-Palestine.net]

2 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Médecins pour les Droits de l'Homme – Israël :Janvier 2008 à Gaza : pas de justice, pas d'espoir pour les patients.

- La Cour suprême israélienne réduit à néant sa politique des années précédentes et rejette deux requêtes distinctes introduites au nom de patients se trouvant dans un état critique. Ce faisant, elle accorde une légitimité à la politique du blocus décidée par l'Etat.

- Méthode de la Sûreté Générale au point de passage : accorder à un patient un permis pour soins médicaux et l'arrêter au point de passage.

- Statistiques comparées : janvier 2007 et janvier 2008.

I. La politique de la Cour suprême israélienne : main dans la main avec l'Etat

Le rejet, hier, par la Cour suprême, d'une requête déposée par dix organisations israéliennes et palestiniennes des droits de l'homme contre les coupures dans l'approvisionnement en fioul industriel et en électricité vers la Bande de Gaza (voir <http://www.gisha.org/index.php?intLanguage=2&intItemId=1004&intSiteSN=113>) s'accorde avec deux autres arrêts pris ce mois-ci et portant sur des requêtes introduites par le PHR-Israël au nom de patients se trouvant dans un état mettant leur vie en péril et dont la demande de pouvoir sortir de Gaza pour des soins médicaux a été rejetée pour « raisons de sécurité ». Pour la première fois, et en contradiction directe avec des arrêts antérieurs, les juges de la Cour suprême ont refusé d'intervenir en faveur de leur accès à des soins.

Ci-dessous, un résumé de la politique changeante de la Cour suprême sur l'accès de patients de Gaza à des soins médicaux, depuis juin 2007.

1. Juin 2007 : discussion limitée aux aspects humanitaires.

Le 19 juin, une requête est déposée en urgence (HCJ 5429/07, PHR-Israël et Gisha) pour l'ouverture des points de passage et le passage immédiat de 26 patients nécessitant des soins urgents, sur base de la responsabilité continue d'Israël à l'égard de Gaza.

La politique de l'Etat a été définie comme suit devant la Cour :

- x Pas de responsabilité légale d'Israël à l'égard de Gaza.
- x Entrée autorisée au seul titre de geste humanitaire.
- x Distinction entre danger pour la vie et danger pour un ou des membres : le danger pour un membre constitue un risque pour la « qualité de vie » et ne rend pas un accès nécessaire.
- x Refus de recevoir directement les requêtes des patients, mais uniquement via le mécanisme de coordination palestinien, seul agréable aux autorités israéliennes.

Dans son arrêt (28.06.07 ^[1]), la Cour suprême :

- x A refusé de discuter du statut légal de Gaza et de la responsabilité israélienne.
- x A borné la discussion au « dénominateur commun effectif, c'est-à-dire aux aspects humanitaires » (arrêt de la Cour suprême, 28.06.07).
- x A contesté la distinction « vie/membre » mais a décidé qu'une intervention pourrait « d'un trait de plume, exposer des soldats de l'armée israélienne et des civils, au point de passage, à un danger... » (ibid).
- x A entériné le système de coordination actuel, le jugeant adéquat.
- x A refusé d'intervenir dans l'interdiction faite, pour raisons de sécurité, à deux patients pour lesquels le déni de soin entraînerait la perte d'un membre (une jambe et un œil, respectivement).

Le résultat a été que plusieurs de nos patients ont perdu leurs yeux ou leurs jambes, dans les mois qui ont suivi.

2. Novembre 2007 : « Même des "gens malfaisants" ne devraient pas se voir refuser des soins pouvant leur sauver la vie ».

Après qu'Israël ait déclaré Gaza une « entité hostile », à la mi-septembre, exprimant des intentions d'adopter des mesures collectives à l'encontre de la population civile, les patients ont dû faire face à de plus en plus d'interdictions, y compris pour des cas où leur vie était menacée. L'écho médiatique en Israël et à l'étranger, la mobilisation de la communauté médicale et de membres du Parlement, et l'ouverture de procédures légales ont conduit à l'annulation de ces interdictions, en octobre.

Cependant, en novembre, le PHR-Israël a été contraint de retourner devant la Cour suprême avec 11 nouveaux cas vitaux (HCJ 9522/07 PHR-Israël et 11 patients), demandant un recours immédiat, une solution assurant l'accès des patients aux soins médicaux, et la cessation immédiate de la coercition exercée par la Sûreté générale sur des patients, au point de passage.

Une décision de la Cour, le jour de la première audience (12.11.07) a conduit à un délai de 16 jours au cours duquel un patient cancéreux, Nael Elkurdi, est décédé.

Dans son arrêt (28.11.07), la Cour suprême :

- x A renouvelé sa décision de ne pas traiter des questions de principes liées au statut légal israélien vis-à-vis de Gaza, mais a déclaré qu'il y avait lieu d'examiner « le bien-fondé de la mise en œuvre » de la politique israélienne.
- x A déclaré que la distinction « vie/membre » n'était pas justifiée lorsqu'il s'agissait d'états graves.
- x A déclaré que, pour les cas vitaux, « même s'il s'agit de personnes malfaisantes... l'accès à des soins de survie ne devrait pas leur être refusé ».
- x A recommandé de trouver des solutions qui permettent des soins médicaux tout en minimisant la possibilité d'atteinte à la sécurité. La comparaison a été faite avec les prisonniers qui reçoivent des soins médicaux appropriés.
- x A demandé qu'une voie soit trouvée pour permettre l'accès en Jordanie pour des patients éconduits, à leurs frais et avec des escortes acceptables pour l'Etat.

3. Janvier 2008 : retournement : des patients en état d'urgence vitale se voient refuser tout recours

Lorsque le PHR-Israël est retourné devant la Cour en décembre 2007 avec une requête quasiment identique déposée au nom de 15 patients en situation de risque vital (HCJ 11105/07 PHR-Israël et 15 patients), la Cour a refusé de traiter d'une quelconque question de politique et a exigé que chaque patient soumette une requête individuelle. Elle n'était disposée à entendre que les cas individuels « les plus urgents ». Lorsque le PHR-Israël a expliqué qu'éthiquement, il ne pouvait sélectionner de patients, l'audition de tous les cas a été reportée d'une semaine.

Dans son arrêt (08.01.08), la Cour suprême :

- x A cassé sa précédente décision et n'a trouvé « aucun motif pour intervenir » dans la décision prise par l'Etat de refuser l'accès à 8 patients pour des motifs de sécurité.

Ces patients, dont beaucoup souffrent d'un cancer, sont encore à Gaza, sans soins.

Dans une seconde requête soumise au nom d'un patient leucémique, en janvier 2008 (HCJ 559/08 PHR-Israël et un patient), la demande a été rejetée séance tenante.

Dans son arrêt (22.01.08), la Cour suprême :

- x N'a vu « aucune raison d'intervenir » et a rejeté la requête.

La détérioration de la politique de la Cour suprême correspond étroitement à la détérioration de la politique de l'Etat. Cette corrélation indique que le système judiciaire, en Israël, n'a pas réussi à agir comme un mécanisme indépendant et critique capable de contrôler la politique israélienne à Gaza. Cet échec prive les patients palestiniens de tout espoir de recours légal.

II. La Sûreté Générale utilise la médecine pour opérer une arrestation

H.S., de Beit Hanoun, a été adressé en Israël pour un traitement orthopédique, le dimanche 27.01.08. Il a obtenu un permis de sortie, est arrivé au passage d'Erez, a été appelé pour interrogatoire par la Sûreté Générale et a disparu. Il n'est ni rentré chez lui, ni arrivé à l'hôpital. Sa famille, ne parvenant pas à entrer en contact avec lui, s'est adressée au PHR-Israël, le 29.01.08. Le département Prisonniers & Détenus du PHR-Israël s'est adressé pour information à l'armée israélienne et a appris, ce matin, qu'il avait été arrêté et emmené au centre d'interrogatoires de la Sûreté Générale de Shiqma, dans la ville d'Ashkelon, en Israël.

C'est le premier cas d'arrestation au départ de Gaza, depuis des mois. L'utilisation d'autorisations médicales pour leurrer des patients et les amener au point de passage sous contrôle israélien en vue de leur arrestation est manipulateur et non éthique.

L.A. a été adressé à l'hôpital Maqassed, à Jérusalem-Est, pour des soins nécessités par une blessure par balle occasionnée en juin 2007. Il a reçu un permis et est arrivé, avec son frère, au point de passage à 9h30 du matin, le 30.01.08, et ils ont tous deux été emmenés pour interrogatoire par la Sûreté Générale. A partir de ce moment, leur famille n'est pas parvenue à entrer en contact avec eux. Dans l'après-midi, leurs proches se sont adressés au PHR-Israël pour avoir de l'aide. Des appels adressés aux autorités israéliennes, au passage d'Erez, et au porte-parole de l'armée israélienne n'ont abouti à aucun résultat. Les frères sont finalement arrivés à l'hôpital à 20h, après 10 heures d'interrogatoire tenu au secret.

III. Statistiques pour janvier 2008

En janvier 2008, 105 patients qui ont rencontrés des obstacles pour accéder à des soins médicaux hors de Gaza se sont adressés au PHR-Israël, contre 37 demandes en janvier 2007. Les questions préliminaires de PHR-Israël concernant ces patients ont reçu les réponses suivantes des autorités israéliennes au passage

d'Erez : **11** patients ont été autorisés à passer ; **45** patients ont été repoussés pour des motifs de sécurité ; et **39** n'avaient pas de réponse du fait des délais aux différentes étapes du processus d'obtention de permis. Par conséquent, le PHR-Israël a ouvert un dossier pour **91** de ces patients. Durant la semaine entre le 18 et le 25 janvier, le passage a été fermé à tout le monde excepté les cas les plus urgents et une moyenne quotidienne de **18** patients sont sortis de Gaza pour des soins médicaux.

Ces données s'accordent avec les statistiques du PHR-Israël pour l'année 2007, au cours de laquelle une augmentation de **400%** a été enregistrée dans les demandes de patients venant de Gaza.

<http://www.cfr.org/>

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

3 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Bernard Gwertzman interview Khalil Shikaki : La popularité du Hamas en hausse après la destruction du mur à la frontière égyptienne.

Khalil Shikaki, politologue palestinien de premier plan et expert ès sondages, affirme que le Hamas avait perdu une grande partie de sa popularité auprès des Palestiniens après son coup de force à Gaza en juin dernier.

Toutefois, plus récemment, les sanctions israéliennes à l'encontre de Gaza et la destruction par le Hamas le mur de séparation avec l'Egypte ont fait redécoller sa popularité.

Le Fatah ne peut aujourd'hui compter sur une victoire électorale face au Hamas.

Q. Comment se passent les pourparlers entre l'Autorité palestinienne et le Hamas qui ont lieu actuellement au Caire au sujet du contrôle de la frontière Gaza-Egypte ?

Khalil Shikaki : Il ne semble pas y avoir beaucoup de progrès. L'Autorité palestinienne souhaite avoir le contrôle total sur les passages frontaliers, mais le Hamas en revendique une partie. Les Egyptiens accepteront tout accord entre les deux parties, parce qu'ils veulent être sûrs qu'Israël reste responsable de la bande de Gaza, qu'elle ne devienne pas un problème égyptien. Aussi longtemps qu'il n'y a pas d'accord, les Egyptiens craignent de se retrouver en charge du problème de Gaza.

Q. Parle-t-on de nouvelles élections palestiniennes ?

Non, je ne pense pas. Je ne crois pas à l'éventualité de nouvelles élections dans un futur proche. Pour Abbas, le problème fondamental est qu'il est impossible d'organiser de nouvelles élections sans l'assentiment du Hamas. Et, parce que le Hamas contrôle la bande de Gaza, il est peu probable que Mahmoud Abbas organise des élections dans la seule Cisjordanie. De son côté, il est peu probable que le Hamas organise des élections, car il pense avoir perdu une partie de sa popularité après son coup de force. Mais il souhaite en même temps pouvoir discuter de la question de nouvelles élections dans le cadre d'un dialogue avec Abbas qui restaurerait un semblant d'unité nationale. Peut-être iront-ils jusqu'à retourner au gouvernement d'union nationale qui existait jusqu'à l'été dernier. Mais pour le moment, les conditions posées par Abbas sont inacceptables pour les idéologues du Hamas, ceux qui ont orchestré le coup d'Etat du Hamas. Il est peu probable que ce groupe accepte les conditions d'Abbas : retour à la situation qui prévalait avant leur coup, avant même qu'Abbas n'accepte de négocier avec eux.

Q. Ce retour au statu quo ante signifie-t-il la restauration des forces de sécurité de l'Autorité palestinienne à Gaza ?

Cela signifie que le Hamas devrait renoncer au contrôle total, au monopole des forces de sécurité dont ils jouissent à l'heure actuelle. Cela signifierait que le Hamas renonce à sa domination armée sur Gaza.

Q. Au même moment, avec toute cette confusion et ce chaos à Gaza, il y a toujours la question des pourparlers de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne, relancés lors de la réunion d'Annapolis il y a deux mois. Au sein de l'opinion palestinienne, y a-t-il le sentiment que ces pourparlers mènent quelque part ?

L'opinion publique n'a pas vu d'un bon œil les résultats de la conférence

d'Annapolis. Dans le sondage que nous avons effectué en décembre dernier, seules 11% des personnes interrogées ont estimé que le processus était une réussite. Une majorité écrasante ne croit pas que les négociations lancées par Annapolis puissent mener à un accord israélo-palestinien. Les Palestiniens ne croient pas que les Israéliens envisagent sérieusement d'appliquer les mesures qui leur incombent dans le cadre de la Feuille de route, et ils ne pensent pas qu'Olmert soit capable de parvenir à un règlement définitif. Plus grave encore, l'opinion palestinienne ne croit pas Abbas capable de parvenir à un règlement définitif avec Olmert. Le seul élément d'espoir dans tout cela est que l'opinion pense que si Israël applique pleinement les accords, alors ils croient en la capacité d'Abbas et de l'Autorité palestinienne de tenir leurs promesses de changement (pour le mieux). Mais, de façon générale, les Palestiniens ne croient pas que les Israéliens rempliront leurs engagements.

Q. Simultanément, votre institut a publié en décembre dernier un sondage auprès de l'opinion israélienne, tout aussi pessimiste. Est-ce exact ?

Oui. Les Israéliens sont tout aussi pessimistes que les Palestiniens, et pour les mêmes raisons, ils ne pensent pas qu'Annapolis ait été un succès. Ils ne croient ni à la capacité de leurs dirigeants, ni à celle des dirigeants palestiniens, à appliquer les accords existants ou à parvenir à un accord définitif. L'opinion ne considère pas les dirigeants des deux côtés assez forts pour avancer. Notre sondage de décembre montre que des deux côtés, l'opinion est pratiquement divisée en deux sur la question de savoir si les deux parties parviendront à un compromis ou souhaitent parvenir à un compromis sur les principes des paramètres Clinton (plan de paix détaillé présenté par le président Clinton à Taba en décembre 2000, plan refusé par les Palestiniens).

Q. Bien sûr, la situation est que tant que le Hamas contrôle Gaza, et l'Autorité palestinienne la Cisjordanie, il semble peu probable qu'un accord intervienne du côté palestinien. Est-ce exact ?

Absolument, cela fait partie du problème. D'un côté, cette division de la direction palestinienne est hautement problématique en termes de capacité de l'Autorité palestinienne à appliquer tout accord dans les zones qu'elle contrôle. Mais d'un autre côté, toute tentative par Mahmoud Abbas d'exercer un contrôle sur Gaza par le moyen de négociations avec le Hamas serait très probablement rejetée par Israël, et par les Américains, bien sûr. Le processus d'Annapolis n'a pu être mis en place que parce que le Hamas et Abbas ne font plus partie d'un gouvernement d'union nationale. Cela permet à Abbas de négocier avec Israël, car Israël ne négociera pas avec le Hamas tant qu'il ne reconnaîtra pas son droit à l'existence. Mais le fait qu'il n'y ait plus de gouvernement de coalition rend très douteuse l'application d'un accord, quel qu'il soit. Donc, pour le moment, Abbas peut négocier, mais sa capacité à réussir sans aucun dialogue avec le Hamas demeure un gros point d'interrogation. Il ne fait pas de doute dans mon esprit qu'à moins qu'il conclue un accord avec le Hamas sur Gaza, accord qui inclurait de nouvelles élections, il n'y aura aucun accord appliqué avec Israël.

Q. Vous avez dit que depuis la prise du pouvoir par le Hamas à Gaza l'été dernier, sa popularité avait chuté. Si de nouvelles élections avaient lieu à Gaza aujourd'hui, qui l'emporterait ?

Il est très important de savoir qu'au cours des 18 mois qui ont suivi sa victoire aux élections législatives, le Hamas perdait 1% tous les trois mois. Mais, après son coup de force à Gaza en juin dernier, il a perdu 6%. C'est une baisse très sérieuse en trois mois, si on la compare à 1%, moyenne de ce que le Hamas perdait pendant les 18 mois qui ont précédé son coup de force. Mais il faut comprendre que l'opinion n'a sanctionné le Hamas qu'après qu'il se soit emparé de Gaza par la force, en négligeant ce que les Palestiniens considèrent comme une valeur extrêmement importante, à savoir l'unité nationale. L'opinion a donc sanctionné le Hamas pour sa conduite, mais pas pour le fait que le Hamas a défié la communauté internationale, refusé de reconnaître Israël, etc.

L'opinion n'a pas sanctionné le Hamas à cause des difficultés que la population a dû subir après son coup de force. Ce qui a réduit l'attrait du Hamas, ce sont des propres initiatives, ses propres actions, ils étaient contre d'autres Palestiniens, ce qui était inacceptable pour l'opinion.

Q. Que s'est-il passé récemment ?

Depuis notre sondage de décembre, les choses ont changé. Je ne pense pas que le Hamas perde encore en popularité. En fait, le sondage de décembre suggérait que sa popularité s'était stabilisée. C'est le résultat de la politique d'Israël de ces dernières semaines, avant que le Hamas n'ait détruit la barrière égyptienne la semaine dernière. Cela comprend les sanctions israéliennes, y compris les coupures d'approvisionnement en fioul et en électricité. Ces mesures ont probablement renversé la tendance que nous observions depuis juin. Je pense que, grâce aux sanctions qu'Israël a mises en place, le Hamas a pu restaurer une partie de sa popularité. Je ne peux pas vous donner les résultats exacts d'une élection si elle avait lieu aujourd'hui. Mais il est plus que probable que nous sommes revenus à la situation d'avant juin 2007, où, si l'on additionne la popularité du Hamas et le pourcentage des hésitants, ils l'emporteraient sur le Fatah.

Q. Ai-je raison de tirer la conclusion suivante : la politique dure menée par Israël contre Gaza en représailles des tirs de roquettes n'a fait que renforcer le Hamas et affaiblir Mahmoud Abbas, perçu comme négociant avec l'ennemi des Palestiniens à Gaza ?

En pratique, Israël a fait perdre au Fatah tous les gains qui ont résulté de la lourde erreur commise par le Hamas en juin. En ce qui concerne l'Autorité palestinienne, le Fatah n'a rien gagné. Il n'a gagné ni les cœurs ni les esprits entre janvier 2006, date des élections, et juin 2007. Après le coup de force du Hamas, le Fatah a gagné 6%, premier gain depuis les élections. Le Fatah pourra-t-il conserver ces gains ? J'en doute beaucoup, l'opinion voit qu'Abbas bloque autant que possible tout accord qui permettrait d'ouvrir la frontière [avec l'Égypte] sans faire de concessions à Israël. C'est la version du Hamas concernant la frontière. Le Hamas dit qu'ils doivent fermer la frontière avec Israël et, à la place, l'ouvrir avec l'Égypte et le reste du monde arabe. Mahmoud Abbas dit que nous devons laisser ouvertes les frontières avec Israël et donc que le passage frontalier de Rafah (entre Gaza et l'Égypte) demeure aux mains de l'Autorité palestinienne et de sa direction. Le problème est que, depuis huit mois, essentiellement depuis la prise du pouvoir du Hamas, Israël a bloqué toute circulation entre Gaza et la Cisjordanie, ce qui affecte une immense majorité de Palestiniens. Si tout le monde souhaite et soutient l'idée d'un lien continu entre la Cisjordanie et Gaza, personne, en réalité, ne la considère comme possible, compte tenu du comportement d'Israël.

[Khalil Shikaki](#),

expert palestinien ès sondages

Interview réalisée par Bernard Gwertzman, rédacteur en chef de la revue.

Traduction : Gérard pour La Paix Maintenant.

Council on Foreign Relations, 1er février 2008

<http://www.cfr.org/>